



Déclaration du Bureau Confédéral de la CGT

Affirmer le choix du progrès social

Le premier tour de l'élection présidentielle du 22 avril 2007 est d'abord marqué par une forte augmentation de la participation des électeurs, inscrits plus nombreux sur les listes électorales.

Dans un contexte d'insatisfaction sociale très large, qui s'est manifestée par de nombreuses mobilisations syndicales, ce vote révèle une aspiration grandissante des salariés, des chômeurs et des retraités à intervenir sur les choix qui conditionnent l'avenir de chacune et de chacun, l'avenir de la société française.

Cette vitalité démocratique est porteuse d'espoir. La CGT y a contribué.

Le recul, en pourcentage et en nombre de voix, de Jean-Marie LE PEN est positif. Cependant, la CGT est préoccupée par la reprise et la banalisation de ses thèses dans d'autres discours politiques.

Le climat social qui prévaut dans cette campagne électorale n'est pas une surprise. La CGT n'a cessé, ces dernières années, d'agir contre les mesures gouvernementales précarisant l'emploi (CPE, CNE...), creusant les inégalités sociales, portant atteinte au pouvoir d'achat et affectant les libertés démocratiques.

Après le premier tour des élections présidentielles, le sens et les contenus des politiques qui seront mises en œuvre demeurent incertains.

A cette étape, la CGT alerte à nouveau les salariés sur le risque qu'à l'issue des élections, s'installe un gouvernement totalement acquis à une vision ultralibérale de la société et de l'économie dont les salariés et leurs libertés seraient les victimes. Les positions et les ambitions du MEDEF s'en trouveraient grandement renforcées.

Il y a danger que des attaques de grande ampleur soient menées contre le syndicalisme en tant que moyen d'intervention et de défense des salariés. Ce n'est pas de mise en concurrence ni de plus d'individualisme dont a besoin la société, mais de plus de solidarité et de plus de justice sociale.

En tant que syndicat agissant pour la conquête du progrès social en France, en Europe et partout dans le monde , dans une démarche indépendante vis-à-vis des gouvernements, des partis politiques et des directions d'entreprises, la CGT est résolument opposée à toute restriction des libertés syndicales et du droit constitutionnel de grève.

A l'évidence, une large majorité de citoyens aspirent à de profonds changements dans l'orientation de la politique économique et sociale du pays.

Dans les domaines de l'emploi, du pouvoir d'achat, des conditions de travail, des droits à la retraite comme pour l'accès aux droits fondamentaux en matière de santé, de logement, de transport, d'énergie, d'éducation, de culture... des réformes visant le plein emploi, le progrès social et la démocratie sociale sont nécessaires et possibles.

Les candidats encore en lice doivent répondre à ces exigences. Les citoyens peuvent peser dans ce débat.

La CGT appelle les salariés :

- à se saisir du 1^{er} Mai et à se mobiliser très nombreux pour en faire une grande journée d'expression des revendications sociales ;
- à gagner l'unité syndicale la plus large et à assurer le succès des 218 rassemblements et manifestations organisés dans tous les départements ;
- à participer massivement au second tour des présidentielles.

Montreuil, le 24 avril 2007